

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

(ISSN 2558-7617)

NUMÉRO 21 • Mardi 1^{er} Octobre 2024 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2, FTM, « Foyer de travailleurs migrants » • page 3, Droit du travail ou esclavagisme ?
• page 4, Droits des mineurs : constamment violés • page 5, Qui fait la guerre aux mineurs «étrangers»
isolés? • pages 6-7, ROYAUME-Uni : Émeutes racistes et islamophobie • page 8, Loi Darmanin = sans-
papiers sans-droits; prochaine loi = chasse à l'homme ouverte

LA TYRANNIE À PLAT VENTRE: DEVANT QUI ?

« La tyrannie en marche » : ainsi la Voix des sans-papiers titrait son numéro 16 du 12 septembre 2017. Le nouvel occupant de l'Élysée n'était entré en fonction que le 14 mai ; et pourtant, malgré le peu de temps passé, on apercevait clairement le sens de la marche des événements. On voyait l'apprenti tyran (l'« enfant gâté » des gentilletts) en proie à une agitation permanente, à la rage d'être en fait encore là au pied du mur élyséen : trépignant d'impatience puisqu'il lui fallait, de toute évidence, l'escalader encore et encore ce haut mur, pour atteindre coûte que coûte le pinacle. On se le figurait à la fois confiant dans l'appui des mordus de la tradition du chauvinisme populaire et du populisme antipopulaire ; de connivence avec les élites en place et leurs fastes et luxes insolents ; et enfin, sûr de l'appareil d'État policier et oppresseur, dispendieux et plus que jamais servile et avide.

Le tableau était complet : le tyran en herbe on le voyait mijoter ses coups : il concoctait l'escalade jusqu'au faite du « trône royal ». – Mais, où sont donc les trônes d'antan ? Qu'importe ! Lui se voyait déjà en souverain revenant, en « Roi-Soleil » façonnant la mise en place d'un pouvoir plus que personnel, tel un dieu sur terre accouchant d'un « intérêt commun » selon la vieille formule mise en usage dans l'intérêt des « tout-puissants » monarques absolus : « l'État c'est moi ».

Notre titre était suivi d'une citation de Pascal qui donnait le ton, pour les indifférents portés à ne voir derrière le titre qu'un jeu de mots sur le mode allusif, mais aussi à ne pas considérer d'un mauvais œil une approche plus ou moins « psychologue » du problème du pouvoir : « La Tyrannie consiste au désir de domination, universel et hors de son ordre... La Tyrannie est de vouloir avoir par une voie ce qu'on ne peut avoir que par une autre. »

Il nous semble, cependant, aujourd'hui encore, comme alors (sauf certains qui nous applaudissent), que beaucoup continuent, même « à gauche », de ne pas réaliser le danger qu'incarnent de tels hommes « royaux » travestis en hommes et chefs « d'État », avec leur passion de jouer à tout va les « dangers publics numéro un », pour asseoir leur trône de droitisme réac à l'abri derrière des armadas de flics et autres fauteurs de la guerre sociale. À l'abri de quoi ? Des multiples, vilaines doléances des masses du « peuple souverain ».

Sept ans ont passé. Et pourtant l'intelligence des faits et des enjeux ne paraît pas avoir suivi. Ceci n'est pas un essai, ce ne peut donc pas être le lieu d'en aborder les raisons. Disons qu'elles dépassent, en général, les volontés individuelles et de clan, si fortes soient-elles, si forts soient les tyrans et leurs suppôts. Nous allons apporter ci-après deux exemples significatifs. Sans doute le lecteur en comprendra aisément le sens. →

→
Bons premiers, les socialos, avec leur droitisme gouvernemental devenu, avec le temps, congénital, et même (façon de dire) « légendaire ». Rien donc d'étonnant, quand on réfléchit au haut degré de perfection atteint, au sein de leurs « sensibilités politiques » fractionnelles, par l'étatisme libéral, malformation atavique.

Sans compromis (sans oubli), impossible aujourd'hui de gouverner la France, nous dit-on. Ainsi, ayant « oublié » l'histoire sanglante des « compromis historiques » encore récemment passés par les « sociaux-démocrates » de divers pays européens avec les tyrans de chez eux (personnages non moins « historiques » et réels, voire sortis tout droit des rangs des « social-démocraties ») ; ayant surtout « oublié » l'histoire présente du « socialisme » français, qui a su enfanter et former « politiquement » le tyran du moment ; les voilà, nos bons socialos modérés et surtout « responsables » : les uns, prêts à s'embarquer pour des miettes de pouvoir, et les autres pour d'autres « horizons », où aider à fractionner les éventuelles coalitions « populaires » en groupes hostiles entre eux.

Et voilà, surtout, au-delà des idiosyncrasies et états d'esprit plus ou moins sinistres des personnages qui nous gouvernent, le superbe fruit de saison de ce socialisme « démocratique » à la française. En 2017, quand le président a été élu, les « grandes fortunes » (les ultra-riches) possédaient le 20% de la richesse totale française. Ce pourcentage a plus que doublé aujourd'hui, atteignant le 47% de la richesse totale (RTL, 5/6/2024, qui cite l'*Observatoire des inégalités*). Besoin n'est pas d'en dire plus. Voilà de quelle dure substance est faite l'arnaque de haut vol perpétrée, au cours des sept dernières années, aux frais de l'argent, de la vie et de la « volonté du peuple souverain ». Voilà pourquoi beaucoup de travailleurs et de retraités de France ont déjà sombré, continuent de sombrer, dans la pauvreté extrême. Merci, Monsieur le président des Français !

Et, pour finir, la cerise sur le gâteau : bons seconds, ceux qui (eux aussi petits-enfants, conscients ou pas, de François Mitterrand), pour juger du tyran, de son gouvernement (chef-d'œuvre enfin pondu), donc aussi de sa qualité et substance politiques, appellent à la rescousse le maître mot de « *coup de force* » (anti-démocratique), là où il y a de fait un « *coup d'État permanent* », véritable : il continue sans répit depuis sept ans. Ce dernier mot est de Mitterrand même, qui eut le cran et la « sagesse », dans les années soixante, de le lancer à la figure du général de Gaulle et de sa 5^e République militarisée. Ce qui veut dire : c'est vous, Monsieur le président, l'ennemi public numéro un des Français !

Or, incapable d'accepter la réalité des choses, notre illustre président, sûr et certain aujourd'hui comme hier de son coup de génie de juin, est foncièrement incapable aussi de s'avouer son piteux échec politique ; incapable d'avouer publiquement que (par le cours inévitable des choses) il a fait naufrage au port. Donc incapable de tirer les conséquences de ses actes. Avidé de solipsisme, persuadé qu'en politique, après le pouvoir de violence de l'*État gazeux policier* sur les hommes, seule existe, au moral comme au physique de l'emploi, la vide rhétorique de « style » élyséen (de « pensée » pompière), le voilà à genoux comme un pèlerin à Lourdes : demandant la grâce de garder son petit bout de pouvoir personnel présidentiel. Le voilà donc durcir et étendre son droitisme jusqu'à l'extrême droite, l'extrémiser jusqu'à se mettre à plat ventre devant les LR, mine d'être lui le chef, lui la proue vent debout, et non un serviteur à plat ventre devant son maître et « surveillant » : devant les volontés national-populistes du RN lepéniste.

Adoma (ex-Sonacotra) et Coallia

Bons exemples de « Foyer de travailleurs migrants »

À Montreuil, comme ailleurs, il y a des foyers, mais sans cuisine commune, sans salle de prière et avec une toute petite salle de réunion qui peut contenir 40 personnes, alors que dans un foyer il y a au moins 200 chambres, donc imaginez le problème.

Chaque chambre mesure 7 m², avec un lit, une armoire et un lavabo. On te fournit seulement les draps (lavés tous les 15 jours) et tu paies 460 euros par mois. Normalement tu dois avoir des papiers pour être locataire, mais, par exemple, un gars à la retraite peut faire venir son « neveu »... à condition de payer régulièrement le loyer. Chaque foyer a un gérant qui est là toute la journée, mais ne dort pas sur place la nuit. Il contrôle plus ou moins les entrées, mais de toute façon il faut avoir un badge pour passer la porte.

Dans une chambre de 7 m², t'as du mal à te faire à manger et les nouveaux foyers ont supprimé toutes les cuisines collectives qu'il y avait avant. Ou alors, comme dans le foyer Lorraine ou le foyer Diderot, ils font assumer la cantine par du personnel extérieur payé par la mairie. Cela casse toutes les solidarités. On voit donc à quoi sert la « communication » (= mensonges de l'État) qui claironne et exalte le « moderne » et l'« innovation ».

Quand on cuisine tous ensemble pour les habitants d'un foyer, ce n'est pas du tout la même ambiance. De plus, mobiliser contre les conditions de vie dans un foyer, c'est compliqué : les locataires officiels ne sont pas très militants, et les « invités », sans-papiers, sont plus déterminés mais ne peuvent déclencher un mouvement de lutte sans le soutien de tous.

Ce texte fait partie d'un ensemble d'interviews liées à l'interview de Siby, page suivante. Un autre texte est des Gilets noirs. Il relate la forte présence de travailleurs sans-papiers sur les grands chantiers publics des JO et du Grand Paris (en particulier Bouygues, stade Adidas Arena). C'est un intéressant témoignage sur l'État esclavagiste contemporain. Faute d'espace, nous ne pouvons pas le publier. Nous nous en excusons, et espérons pouvoir le faire dans un prochain numéro.

la Voix des sans-papiers

ISSN 2558-7617

Téléchargez gratuitement, imprimez, diffusez

la Voix des sans-papiers

Aussi sur

<https://npsf.eu/spip.php?rubrique158> (Ni patrie ni frontières)
et d'autres sites

Aux lecteurs

Des raisons de santé et d'âge m'obligent
à arrêter la rédaction de *la Voix des sans-papiers*.

Longue, meilleure vie publique
à *la Voix des sans-papiers* !

Le rédacteur

Droit du travail ? un nom d'emprunt Son vrai nom ? esclavagisme

Siby est arrivé à Paris à la fin de l'année 2018. Depuis, il alterne les boulots CDD déclarés « sous alias » (avec les papiers d'un copain régularisé) et les boulots non déclarés dans le bâtiment, la restauration, l'hôtellerie et chez des particuliers (petits travaux, nettoyage, etc.).

Question : Comment es-tu payé ?

Des fois en cash, des fois avec un chèque, des fois avec un virement, des fois une partie en espèces, une partie en chèque. Ça varie beaucoup suivant les patrons et suivant les mois. En principe, le patron nous paie à la fin du mois, mais ce n'est jamais un jour fixe. Cela peut être le 5, le 10 ou le 16 du mois. Et on ne sait jamais combien on va avoir. En moyenne, 800 à 900 euros, pas plus. Le patron te dit toujours : « Je vais te payer un bon salaire » ; mais il ne te dit jamais combien. Les jours de repos, on en a deux par semaine, en principe. Mais si le patron a besoin il nous appelle, et voilà nous on vient. Il sait qu'on ne peut pas refuser, car sinon on perd le boulot tout de suite.

En 2019, j'ai travaillé sous alias pendant 4 mois dans un restaurant. Puis dans le bâtiment jusqu'en mars 2021, comme « manoeuvre étanchéité » : on s'occupait des toits. Je travaillais pour des petites boîtes, mais sur de gros chantiers. Dans le bâtiment, ils prennent une photocopie de tes papiers, comme cela ils peuvent dire, en cas de contrôle : « On n'était pas au courant qu'il avait la carte d'une autre personne. » Et ils te fabriquent une carte plastique avec ton nom et ta photo pour que tu puisses pénétrer sur le chantier.

Début 2021, avec un copain on a commencé à demander plus d'argent, alors le patron il s'est méfié, il a découvert que je militais à la CSP et il nous a mis de côté tous les deux pour pas qu'on influence les collègues. Il nous a dit : « Vous inquiétez pas, je vais vous rappeler dès que j'aurai plus de boulot », mais il ne nous a jamais rappelés.

Ensuite, j'ai fait des travaux à droite et à gauche, chez des particuliers, j'ai nettoyé des jardins, fait du nettoyage, puis j'ai travaillé quelques mois en CDD dans l'hôtellerie. Je nettoiais les chambres et faisais les lits. J'ai eu une vraie fiche de paie pendant 6 ou 7 mois, avec des CDD de 3 mois à chaque fois. Préparer des lits c'est plus dur que de travailler dans le bâtiment, ça casse le dos.

Alors j'ai de nouveau travaillé dans la restauration, de novembre 2022 à mai 2023.

J'ai travaillé comme commis de cuisine et à la plonge pour un patron qui avait 2 restaurants, dans le 8^e et le 9^e arrondissements. J'ai été embauché par le chef de cuisine qui connaissait ma situation, et je travaillais dans les deux restos en fonction des besoins. On nous donnait un planning chaque semaine mais il pouvait changer. Le fils du patron passait fréquemment dans le restaurant et nous parlait mal. Tous deux ils étaient racistes, mais la plupart de leurs employés venaient du Maghreb ou d'Afrique. Il y avait 3 sans-papiers sur la quinzaine de salariés, entre la cuisine et la salle. D'ailleurs, dans les restos, si le cuisinier ou ses commis sont d'origine africaine ou maghrébine, le patron se débrouille pour qu'ils ne viennent jamais en salle. C'est toujours un Français (blanc de préférence) qu'on voit sortir des cuisines et parler aux clients.

Le 1^{er} mai, il y a eu un petit cambriolage dans le restaurant du 8^e. Les voleurs n'ont trouvé que 80 euros dans la caisse. Comme j'avais la clé du resto, j'ai ouvert le matin suivant,

le 2, et j'ai pointé sur l'ordinateur, mais je n'ai pas vu tout de suite qu'il y avait eu un vol. Quand le chef de cuisine est arrivé, je l'ai informé et il m'a demandé si je savais quelque chose. Je lui ai dit que non, il a appelé le patron.

Les flics ont pris les empreintes. A ce moment-là, le chef de cuisine m'a dit : « Tu devrais rentrer chez toi quelques jours. » Je ne voulais pas, je savais qu'après on pourrait me licencier pour abandon de poste. En plus, si je ne me pointais pas au boulot, les flics pouvaient penser que j'avais pris le fric. J'ai proposé d'aller travailler dans le restaurant du 9^e car le chef de cuisine me disait que, dans celui-là, « c'était dangereux », la police allait découvrir que je n'avais pas de papiers. Je suis venu travailler quand même le jour suivant, mais je n'ai pas pu pointer. J'ai appelé le fils du patron pour savoir pourquoi mon badge ne fonctionnait pas et j'ai appris que « j'avais démissionné » ! Le chef de cuisine avait déjà trouvé un remplaçant. Il avait aussi écrit et signé une lettre à ma place. J'ai expliqué que je ne savais pas écrire une lettre de démission et que c'était pas là ma signature. Je suis allé à l'UL-CGT, qui a rencontré le patron et lui a proposé de faire un certificat de concordance pour obtenir un CERFA. Le chef de cuisine qui m'avait embauché n'avait pas prévenu le patron et ce dernier était furieux. En plus, comme il est raciste, il a dit : « Je préférerais mourir, payer des millions, plutôt que d'employer des clandestins ! »

Après, le patron m'a envoyé une lettre de licenciement où il disait que j'avais travaillé chez lui avec les papiers d'un autre. Bref, le syndicat a envoyé des lettres recommandées pour que je sois réembauché avec un CERFA, mais le patron n'a jamais répondu. Et le gars qui m'avait prêté ses papiers était très embêté et ne voulait pas d'histoires. La CSP a fait deux manifestations avec plusieurs dizaines de personnes pas loin du restaurant (les flics ne voulaient pas qu'on soit juste devant l'entrée) mais cela n'a rien donné. Aujourd'hui je travaille toujours dans l'hôtellerie, mais ailleurs.

Quand as-tu rejoint la lutte des sans-papiers ?

J'ai découvert la CSP 75 en 2020 et j'ai fait partie des fondateurs de la CSP Montreuil quand la coordination a organisé des réunions dans les foyers pour la régularisation de tous les locataires. On a fait une manif le 30 mai 2020, on a été gazé.e.s par la police. Parmi nous il y avait des gens qui étaient en France depuis 5 ans, 10 ans, même 15 ans.

J'ai participé aussi à la lutte contre la loi Darmanin. La CSP 75, la CSP 17, la CSP Vitry, la CSP Montreuil, les Gilets Noirs et les mineurs non accompagnés du Parc de Belleville ont tous dénoncé cette loi qui nous criminalise en tant que sans-papiers. On était contre la notion de « métiers en tension ». On veut la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers, pas seulement d'une partie. Pendant la bagarre contre la loi Darmanin, on a beaucoup entendu dire que l'AME (Aide médicale d'État) coûte cher, mais ce n'est pas vrai. On n'est pas venu en France pour profiter du système, c'est le système qui profite de nous : tous ceux qui travaillent paient des cotisations sociales. Mais l'AME ne vaut rien pour les dents, ni non plus pour les lunettes. On te donne de l'aspirine ou du doliprane, et même dans les hôpitaux, pour les choses plus graves, c'est compliqué d'avoir un rendez-vous. Puis les sans-papiers n'ont, évidemment, pas droit aux arrêts maladie ni aux APL. Pour moi, en France, on nous traite comme des esclaves.

Constamment violés

Interview de Fousseyni, jeune malien

Comment es-tu arrivé en France ?

Je suis parti du Mali à l'âge de 15 ans, suis passé par l'Espagne, et, arrivé à Paris en novembre 2023, j'ai contacté *France Terre d'Asile*, rue de Tolbiac. Ces gens sont racistes envers les Africains. Si t'es algérien ou marocain, t'as beaucoup plus de chances que si t'es malien ou ivoirien. Et puis cela marche par vagues, en ce moment ce sont des milliers de mineurs africains qui arrivent. D'autres années, c'étaient des mineurs tunisiens ou algériens, ça change. J'ai d'abord dormi à la rue, puis, en décembre, j'ai rejoint un campement organisé par *Utopia 56* devant l'école Saint-Merri-Renard, dans le 4^e.

Comment ça marche un campement ?

Des associations nous aident, nous fournissent les tentes, les couvertures. Souvent on campe sur les quais de la Seine, et quand il y a 4 ou 5 tentes, d'autres arrivent. La police débarque à 6 heures du mat, mais les assocs viennent à 5 heures, emballent les tentes et le reste avant l'arrivée des flics pour qu'ils ne détruisent pas tout.

En décembre, à Saint-Merri, on pouvait aller se laver dans des bains publics pas loin. Des parents d'élèves nous ont aidé à former un collectif. A l'époque il y avait déjà un autre collectif, du Parc de Belleville, mais on ne le connaissait pas. On les a rencontrés à la manif des sans-papiers du 18 décembre, et on a décidé de fusionner : le collectif de Saint-Merri s'est dissous dans celui du Parc de Belleville, et comme j'étais délégué, je suis resté tel dans le collectif commun.

On se réunit au moins deux fois par semaine en AG de tous les mineurs. Nos objectifs : *un toit pour tous* ; l'éducation *primaire et secondaire*, car, même si nous venons de pays colonisés par la France, la plupart d'entre nous ne parlent pas le français ; *un pass Navigo*, parce que nous sommes constamment obligés de bouger ; et *un pass santé*, car, après la traversée, beaucoup sont malades, par exemple de la tuberculose.

Parfois, on n'est pas d'accord entre nous, c'est normal. Certains ne veulent pas participer aux actions et attendent que les délégués fassent tout le boulot. Ou alors ils ne veulent pas manifester avec les sans-papiers adultes ou avec les familles. Ou bien il y a des embrouilles entre des jeunes de différents pays africains. Mais on essaie de prendre tou-

jours des décisions unanimes.

Comment as-tu pu sortir de la rue ?

Avec le collectif du Parc de Belleville, on a organisé plusieurs actions. On a été soutenus par la CSP75 et par divers membres de syndicats et d'associations (*Médecins du monde*, *Médecins sans frontières*, etc.). D'abord, on a manifesté sur le parvis de la mairie de Paris, le 5 décembre 2023, avec le soutien d'*Utopia*, et on s'est infiltrés dans la mairie. On a interpellé la maire en plein conseil municipal et, fin décembre, on a obtenu deux gymnases. En février, on a fait une deuxième action en occupant l'Académie du climat, et ensuite la Maison des métallos d'avril à juin 2024 quand plusieurs dizaines de jeunes ont été expulsés d'un gymnase. On était plus de 200.

Comment cela se passe dans les gymnases ?

On change de gymnase chaque mois, car la mairie de Paris négocie avec les mairies d'arrondissement. Dans le 15^e, des habitants racistes se sont plaints au maire disant que leurs enfants devaient aller dans un autre gymnase pendant que nous on était logés. Dans le 20^e, par contre, où il y avait plein de soutiens, on a été bien accueillis. On dort dans des lits pliants avec deux couvertures et on mange sur place, l'association *Alteralia* s'occupe de la nourriture. Mais pour se laver on n'a que deux douches, donc le soir on fait la queue jusqu'à minuit. Aucune activité n'est organisée, les soutiens n'ont pas le droit d'entrer. Nous sommes surveillés par quatre vigiles qui, s'il y a bagarre, appellent la police et les flics viennent prendre les empreintes de ceux qui se sont battus.

Quelle est ta situation actuelle ?

J'ai été reconnu mineur par le juge et maintenant je dors dans une chambre d'hôtel, avec un coloc. J'ai une référente au SEMNA (Secteur éducatif mineurs non accompagnés) de l'Aide sociale à l'enfance, mais je ne l'ai vue qu'une seule fois. Au Mali, j'ai été jusqu'à la 3^e, du coup j'ai été accepté dans un lycée parisien. Mon hôtel est dans le 10^e et, pour manger, je vais trois fois par jour dans le 18^e, à l'association *Villa Saint Michel*.

Tu continues la lutte ?

Bien sûr ! On a un groupe WhatsApp pour se tenir tous au courant, pour informer et être informés des réunions. Pour les AG, on les fait chaque fois dans des lieux différents où nous emmènent les soutiens. C'est parfois à la Bourse du travail. À propos des soutiens, je précise que ce ne sont pas eux

les décisionnaires, c'est nous. On a eu des mots ensemble pour avoir la parole dans les réunions à la mairie. Il faut que les autorités entendent les vrais mots qui sortent de la bouche des concernés, pas les mots des soutiens. Au début, la mairie de Paris ne nous prenait pas au sérieux, mais à force on a réussi à se faire entendre. Bien sûr, chaque fois qu'on organise une action, ils nous disent qu'on ne suit pas la « bonne voie », qu'on est « agressifs », etc. Mais c'est nous qui subissons le harcèlement policier, qui avons faim quand nous dormons dans la rue, nous qui n'avons pas d'endroit où nous laver...

On a quelques numéros de téléphone et emails de la mairie de Paris, mais c'est comme si on n'avait rien, ils ne nous répondent pas. Donc on est obligés d'organiser des manifestations, des occupations, etc. Après chaque action, comme par miracle, on nous écoute et on obtient des trucs. La mairie de gauche de Paris ne veut pas salir son image, et elle se débrouille pour trouver des solutions. Depuis décembre 2023, on a obtenu 800 places dans 4 gymnases, pour les mineurs. Et on ne s'occupe pas que de nous-mêmes, mais aussi des familles à la rue. Quand on fait des actions, on demande aux familles de venir, elles seront hébergées, elles aussi.

Les JO vous ont compliqué la vie ?

Oui. Dans la « vitrine mondiale » de Paris, les flics ont allègrement détruit beaucoup de campements. Et puis, ils étaient partout, ils contrôlaient tout le temps tout le monde. Et, partout dans les rues, aussi des patrouilles venues de différents pays étrangers. Deux jours avant le début, au moins une centaine de mineurs ont été enlevés de Paris et emmenés dans des CAES de l'Île-de-France (Centres d'accueil et d'examen des situations administratives, normalement réservés aux adultes). Plusieurs jeunes mineurs ont eu des OQTF, les flics n'ayant allègrement pas tenu compte des extraits de naissance, mais ayant, tout aussi allègrement, ajouté n'importe quelles fausses dates pour certifier que ces mineurs contrôlés étaient majeurs... Dans les réunions à la mairie de Paris, on avait justement demandé que pendant les JO les gymnases restent ouverts 24 heures sur 24 à cause du danger des contrôles policiers dans les rues. Demande acceptée pour la période entre le 26 juillet et le 9 septembre. Il y a fort à parier que dès le 10 on va revenir à l'ancien système, que les gymnases seront de nouveau fermés le jour, entre 9 et 18 heures.

(3 septembre 2024)

«Qui fait la guerre aux mineurs isolés?»

Milor est une jeune Congolaise, elle a été à l'école dans son pays jusqu'à 15 ans. Arrivée à Paris début 2024 pour rejoindre son oncle, elle ne l'a pas retrouvé.

Qu'as-tu fait quand tu es arrivée en France ?

Comme toutes les mineures, je me suis présentée à *France Terre D'Asile*, mais ils avaient des préjugés contre moi et ont trouvé que j'avais 18 ans. Donc j'ai dû dormir dans la rue pendant plusieurs mois, en général près de l'Hôtel de ville. Quand tu dors dehors, c'est très compliqué de te laver. Il y a quelques bains-douches mais ils sont ouverts seulement de 8 heures du matin à midi. Du côté des femmes, les mamans avec leurs enfants ont la priorité, il faut faire la queue, donc souvent tu attends pour rien, et la porte se ferme devant toi à midi. Pour manger, il y a des associations qui te donnent à manger, comme *Utopia 56* (le soir) ou *Midi et demi* (quand je suis arrivée à Paris, au début, seulement le dimanche et le lundi, puis tous les jours). La journée, on se réfugie dans les bibliothèques, cela permet de se laver un peu dans les toilettes, de recharger nos téléphones, de se reposer, et de mettre nos affaires dans les vestiaires, mais pas plus de deux jours, car ensuite ils ouvrent les casiers et les vident si tu ne viens pas chercher tes trucs. Si t'es malade, il y a *Médecins du monde*, *Médecins sans frontières*, et ils te dirigent vers les hôpitaux qui s'occupent du suivi.

Donc j'ai continué à dormir comme cela dans la rue jusqu'à ce que je rencontre d'autres jeunes mineures et mineurs dans une manif et que nous occupions la Maison des métallos, du 6 avril au 3 juillet 2024. Là-bas, des vigiles de la mairie nous surveillaient jour et nuit. Pour les garçons il y avait 2 toilettes pour 150 personnes; nous les filles on était entre 10 et 15, et avec une toilette on se débrouillait mieux.

Tous les soirs on se réunissait, ceux ou celles qui parlent bien, qui savent expliquer les choses et parler aux journalistes, étaient choisis comme délégués. Nos revendications étaient : *un logement pour tous, l'école pour tous, des papiers pour tous, et l'égalité pour tous.*

Il y avait des problèmes entre garçons et filles ?

Non. Tu sais, on est tous dans la même situation, on souffre pareil, alors on n'a pas le temps de s'embrouiller. Et si un

garçon t'embête, tu lui imposes le respect, mais tout s'est bien passé pour les filles à la Maison des métallos. Par exemple, ils nous laissaient toujours manger les premières, le soir. Ce n'était pas comme lorsque tu dors n'importe où dans la rue : tu risques d'être violée ou pire. Certaines filles cherchent même à se marier pour sortir de la galère.

Comment s'est passée votre occupation entre avril et juillet ?

On a occupé, on a lutté, on a négocié et on a gagné ! On refusait d'être envoyés en province comme le voulaient la mairie de Paris et la préfecture. On avait tous déposé des recours dont on attendait la réponse, alors pas question de partir de Paris. On voulait être hébergés dans de bonnes conditions.

Vous avez eu des problèmes ?

D'abord, en mai, le directeur de la Maison des métallos a porté plainte et nos délégués sont allés au commissariat, nous on manifestait dehors. On était accusés de «*vol en réunion*» et d'avoir «*empêché la tenue d'événements artistiques dans les locaux*». En fait de «*vol*», il s'agissait des factures d'électricité ; et, en ce qui concerne les spectacles, on n'occupait que deux salles de la Maison des métallos, on n'a pas touché à celles réservées aux spectacles. En juin, la mairie de Paris a porté plainte parce qu'on refusait de partir. On est passés devant le tribunal administratif, deux avocats nous ont aidés. Les délégués étaient à l'intérieur du tribunal et nous on manifestait à l'extérieur. Quinze jours plus tard, le juge a décidé qu'on devait partir mais on est restés et on s'attendait à ce que les flics viennent nous expulser. La mairie nous a alors proposé des lieux d'hébergement dispersés dans toute l'Île-de-France. On a refusé. Pour finir, la mairie nous a fait une deuxième proposition : les garçons devaient aller dans un gymnase du 15^e arrondissement, les filles dans un local qu'on appelait un «*gymnase*», mais en fait c'étaient deux salles séparées d'une école par des grandes palissades en fer, dans le 20^e : on ne voyait pas les enfants et ils ne pouvaient pas nous voir. Pour les filles, on avait suffisamment de toilettes et de douches parce qu'on n'était pas nombreuses. Mais les garçons, eux, ils galéraient. Dans les gymnases, les règles sont les mêmes

partout : on te sert un petit déjeuner le matin, et tu dois quitter les lieux entre 9 et 18 heures. Le midi, tu te débrouilles avec les associations pour manger et, le soir, tu as ton repas au gymnase. Si jamais tu ne rentres pas dormir au gymnase, on te raye des listes et tu retournes dormir dans la rue. À la Maison des métallos, comme dans les gymnases, ceux ou celles qui partent pour être pris en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance) après que le juge a dit qu'ils sont mineurs, eh bien, ils ne sont pas remplacés. Donc il y a toujours plus de mineurs qui arrivent à Paris et qui dorment dehors.

Entre janvier et aujourd'hui, les choses ont-elles changé pour toi ?

Oui, la juge m'a reconnue mineure, donc je dors dans un foyer du 18^e. On est trois par chambre avec une douche et un w.-c., et la bouffe est dégueulasse. Pour le moment, j'attends une place dans un lycée. Je voulais passer un CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) et travailler dans la petite enfance, mais ce n'est pas possible. Tu passes un test au CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés) et, selon ta note, tu déposes des «*vœux*» sur leur site et ils te disent s'il y a de la place ou pas. On a deux éducatrices pour nous aider dans les démarches, mais, avec 30 jeunes, les travailleuses sociales sont débordées. Si tu sais ce que tu veux, que tu te renseignes sur Internet, et que tu donnes des infos aux «*éduc*», elles t'aident dans tes démarches mais il faut les pousser un peu. Je ne veux pas demander une carte d'étudiante, je veux aller dans un CFA (Centre de formation d'apprentis), travailler en alternance et obtenir un titre salarié.

Tu as continué à participer à la lutte ?

Oui, bien sûr. On a fait et on continue à faire plein de manif, devant la Maison des métallos, avec les sans-papiers, à l'Hôtel de ville, en chantant nos slogans : «*La honte, la honte à ce pouvoir ! Qui fait la guerre aux mineurs isolés ? Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos !*» On a fait aussi des soirées de soutien, on a organisé une cagnotte, on a diffusé des tracts, etc. Si tu veux voir toutes les choses qu'on a fait, tu peux aller sur Instagram (*belleville.mobilisation*) on a notre logo, un lion et un mégaphone, et toutes nos dates de mobilisation, nos slogans et des photos de nos rassemblements. (14 septembre 2024)

Émeutes racistes et islamophobie Un exemple pour l'Europe

Le 29 juillet dernier, dans la ville balnéaire de Southport, en Angleterre, un adolescent entré dans un cours de danse a tué 3 fillettes à coups de couteau et en a blessé 5 autres ainsi que deux adultes. Faussement attribué à un réfugié musulman, cet acte atroce a provoqué, pendant une semaine, une série d'émeutes racistes dans plus de 20 villes anglaises et nord-irlandaises. Un millier de personnes ont été arrêtées, dont la moitié poursuivies en justice.

Les travailleurs asiatiques ou africains immigrés depuis la Seconde Guerre mondiale au Royaume-Uni savent d'expérience que la police, la justice et les politiciens ont souvent des préjugés contre eux, même si, tant bien que mal, ils essaient de vivre en harmonie avec leurs voisins dans les quartiers populaires où ils habitent.

46,2% des habitants du Royaume-Uni se disent chrétiens, 37,2% sans religion, 6,5% musulmans, et 1,7% hindouistes : ce qui montre à quel point le poids de l'islam et de l'hindouisme est secondaire ; et à quel point la propagande islamophobe de l'extrême droite est mensongère. Selon le dernier recensement ethnique officiel de 2011, 80% des Britanniques se jugent « blancs » et 20% « non blancs » : ce qui, là aussi, démolit tous les discours sur le « grand remplacement » de l'autre côté de la Manche.

Les émeutes racistes et antimusulmanes n'ont pas commencé le 29 juillet 2024, après le meurtre de 3 fillettes attribué à un Britannique chrétien. Ces émeutes ne sont d'ailleurs pas seulement imputables à l'extrême droite, organisée ou diffuse, comme le prétend le gouvernement britannique. Au contraire, un climat xénophobe et raciste est entretenu depuis des années par un certain nombre de dirigeants du Parti conservateur, parmi lesquels se sont distingués la cheffe du parti, Margaret Thatcher, et surtout le député et ministre Enoch Powell.

Le « powellisme » eut une influence notable sur le débat public et social anglais de la seconde moitié du XX^e siècle, en prétendant que les immigrés indiens et pakistanais qui s'installaient au Royaume-Uni allaient aussi y importer des conflits semblables à ceux qui avaient abouti à la séparation entre l'Inde et le Pakistan en 1947. Et Margaret Thatcher, dans un discours de janvier 1978, déclara ce que beaucoup d'autres politiciens britanniques et européens allaient reprendre dans les décennies suivantes : « *les gens craignent vraiment [...] que ce pays soit submergé par une culture différente* ». Et, dans une interview d'août 2018, Boris Johnson (un an avant qu'il devienne Premier ministre) assimila les femmes musulmanes portant la burka à des « *braqueuses de banques* ».

Aujourd'hui même, en 2024, ce sont la baronne Caroline Cox et Lord Pearson, membres de la Chambre des Lords, qui mènent l'offensive dans les médias comme à la Chambre, où ils posent régulièrement des questions pour attiser la xénophobie, le racisme et l'hostilité contre les demandeurs d'asile. Ils nourrissent ainsi la paranoïa contre les musulmans. Cox est une catholique militante en contact étroit avec de puissantes organisations chrétiennes réactionnaires. Sa croisade est partagée par un évêque anglican, Ceiron Dewar, qui mène une campagne violente contre l'islam. Et c'est aussi le cas du rapport Shawcross et du programme gouvernemental *Prevent* qu'il a inspiré : sous prétexte de détecter et empêcher la radicalisation islamiste des

enfants et adolescents musulmans, ce programme s'est révélé inefficace et n'a fait qu'alimenter la paranoïa contre l'islam dans les établissements scolaires – et dans la société.

Paranoïa également attisée par une partie des journaux : ce qui, au Royaume-Uni, où la presse est beaucoup plus lue qu'en France (par exemple le quotidien sensationnaliste et xénophobe *Daily Mail* a 2 millions de lecteurs), joue un rôle important. À cela s'ajoutent les réseaux sociaux, Internet, et de nouvelles chaînes de télé comme *GB News*.

Depuis dix ans, le Royaume-Uni a connu au moins trois vagues de manifestations et attentats racistes et antimusulmans où les groupuscules d'extrême droite ont joué un rôle. La première, en 2013, ce fut lorsqu'un soldat fut assassiné en pleine rue par deux islamistes. Une dizaine de mosquées furent attaquées, alors que l'extrême droite manifestait dans la capitale et dans plusieurs villes.

En 2017, une série d'attentats djihadistes à Londres, puis à Manchester, firent en tout 27 morts et 150 blessés. Les manifestations antimusulmanes furent plus importantes qu'en 2013.

Aujourd'hui, en août 2024, les manifestations ont été encore plus étendues, et elles ont touché même l'Irlande du Nord (en fait des émeutes anti-immigrés avaient déjà eu lieu à Dublin et en Irlande du Sud en novembre 2023, suite à une agression au couteau contre 3 enfants). Parmi les manifestants, il n'y avait pas que des fascistes, mais des hooligans et des gens non militants intoxiqués par les réseaux sociaux, et puis aussi des jeunes qui n'avaient qu'une envie : en découdre avec les flics, hors de toute motivation politique.

Certes, les émeutiers racistes ne sont pas tous membres de l'EDL, un groupuscule qui de fait n'existe plus depuis plusieurs années, depuis qu'il s'est divisé en diverses factions. Mais l'un de ses anciens dirigeants, Tommy Robinson, reconverti dans le rôle plus lucratif d'« influenceur » et de « journaliste-documentariste », diffuse constamment des messages sur X et a vu le nombre de ses fans dépasser les 900 000. Le 27 juillet 2024, deux jours avant le meurtre des 3 fillettes, Robinson et des agitateurs connus sur les réseaux sociaux avaient tenu un meeting à Trafalgar Square, à Londres. Six heures durant, entre 20 000 et 30 000 personnes ont écouté des discours contre les femmes, les homosexuels, les vaccins, les immigrés, l'islam, etc. : des propos délirants suivis par plus d'un demi-million de gens en direct sur Internet.

Lors de ce rassemblement de masse, ce Robinson, déjà condamné pour diffamation, projeta un film interdit parce qu'on y calomnie un écolier réfugié syrien de 16 ans, victime de brimades racistes, en le présentant fausement comme l'agresseur de ses camarades de classe. Après cette manifestation, ce film fut vu par 33 millions de personnes de par le monde grâce au zèle anti-immigrés d'Elon Musk, le milliardaire patron de X (ex Twitter). Comme l'a souligné un ancien technicien vidéo qui pendant plusieurs années a travaillé pour Robinson, le total des vues cumulées des vidéos qu'il a contribué à monter dépassait les 500 millions de vues.

Maintenant, au-delà de leur diversité de forme et de propagande, au-delà même des attentats terroristes d'extrême droite sur le sol anglais (dont l'assassinat d'une députée travailliste en 2016), il faudrait savoir prendre un peu de distance à l'égard de ces manifestations xénophobes, pour pouvoir affronter, et s'interroger calmement, sur ce qui se passe dans de nombreux autres pays : pays européens, avant tout.

UN PHÉNOMÈNE EUROPÉEN

Depuis 1945, on peut grosso modo parler, en Europe, de deux grandes périodes, avec de petites différences selon les pays. Jusqu'à 1974, le chômage en général était faible et la protection sociale fonctionnait à peu près. Ce fut la période pendant laquelle, à l'appel du patronat européen, les immigrés non européens ont commencé à devenir plus nombreux. Certes, ils vivaient dans des bidonvilles, des dortoirs et des logements surpeuplés ; ils touchaient de bas salaires ; ils effectuaient des boulots dangereux et salissants ; mais leur présence ne permettait pas encore aux petits mouvements racistes et fascistes de profiter de leur présence pour monter la population contre eux. L'extrême droite ne réussissait pas à obtenir plus de 5% des voix aux élections.

Depuis 1975 et jusqu'à aujourd'hui, la situation des immigrés a beaucoup changé : les meurtres racistes dans les rues (en Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, etc.), commis par des militants fascistes, par des individus racistes, ou par les nombreuses « bavures » policières, ont augmenté. Un peu partout des groupes de jeunes fascistes ont déclenché des incendies contre des foyers ou des immeubles habités par des immigrés, parfois avec des conséquences meurtrières. Des skinheads ont commencé à attaquer les sans-papiers ou des gens leur paraissant « étrangers ». Par exemple, au Royaume-Uni, entre le début des années 1970 et 2013, le nombre d'incidents racistes a été multiplié par dix : de 4 283 il est passé à 47 678, et il a encore plus que doublé depuis, passant à 101 906 en 2023 (rien qu'en Angleterre et au Pays de Galles). Notons qu'au Royaume-Uni, la police établit une différence entre crimes racistes et actes de haine religieuse (actes principalement antimusulmans), dix fois moins nombreux selon ses chiffres.

L'EXTRÊME DROITE A CHANGÉ MAIS LA GAUCHE AUSSI

Depuis les crises du pétrole de 1973, et les crises économiques mondiales qui ont suivi, des partis d'extrême droite se sont développés un peu partout en Europe. Ces partis se sont présentés aux élections en arborant un racisme « à visage humain », pour ainsi dire, et leur influence dépasse aujourd'hui de loin celle des groupuscules les plus violents. Quant à l'usage de la violence pure et dure, ils font confiance à la terreur d'État. Sans en avoir trop l'air, ils la sollicitent, et ils y croient dur comme fer.

Leur popularité a été facilitée par trois facteurs :

1. Prudente et hypocrite, l'extrême droite ne donne plus officiellement la priorité à la prétendue « race » des étrangers, mais à leur religion, ou, encore plus, à leur culture. Un Malien, un Turc, ou un Pakistanais, n'est plus présenté comme inférieur aux « Blancs », aux « Européens » ; mais comme une personne d'une culture, d'une « civilisation » incompatibles avec la « culture » française, anglaise, ou allemande. Ainsi Marine Le Pen a déclaré en 2008 : *« L'Europe ne sera plus l'Europe, elle deviendra une république islamique. Nous sommes à un tournant, et si nous ne protégeons pas notre civilisation, celle-ci va disparaître. Oui, je suis attachée à la nation. Je veux préserver notre identité culturelle et historique. »*

2. Les nouveaux partis d'extrême droite, pour dissimuler leur racisme, mettent aujourd'hui en avant la défense de l'identité nationale : le RN par exemple exclut assez souvent des militants quand ils écrivent des tweets racistes ou antisémites, ou se filment avec un insigne hitlérien ou en faisant une quenelle.

3. Les partis de droite (et d'ailleurs de gauche aussi) propagent un « racisme de bon sens ». Il existe selon eux un « seuil de tolérance » qu'il ne faut pas franchir, ainsi que l'avaient déjà dit Mitterrand et Rocard quand ils étaient au pouvoir. En quelque sorte, disons, mieux vaut ne pas mélanger les cultures pour qu'elles prospèrent toutes séparément. Ce qu'il faut absolument développer c'est « l'assimilation », c'est-à-dire imposer d'autorité la « culture » nationale de la majorité aux membres des nouvelles minorités nés à l'étranger. Ainsi Sarkozy a pu déclarer le 20 mars 2015 : *« Nous voulons garder notre mode de vie. Celui qui nous rejoint doit s'assimiler, adopter notre mode de vie, notre culture. (...) Garde-t-on ses chaussures quand on visite une mosquée à l'étranger ? (...) Nous souhaitons que ceux que nous continuons à recevoir prennent en compte notre mode de vie, celui que nos grands-parents, nos parents, nous ont transmis et que nous souhaitons transmettre à nos enfants. (...) Nous sommes un pays aux racines chrétiennes, qui appartient à une civilisation, la civilisation européenne. »*

Rien d'étonnant si ensuite sont apparues des vidéos bidouillées par des « chasseurs de migrants » qui gagnent de l'argent en faisant le buzz sur le Net. Pour cela, ils provoquent les gens qui travaillent dans les centres d'hébergement : les réceptionnistes, ceux qui nettoient les chambres, les vigiles, etc. L'objectif est de déclencher des confrontations avec ces salariés et idéalement avec les demandeurs d'asile eux-mêmes. Ils fouillent dans les poubelles pour « prouver » que les résidents bénéficient d'un « traitement de faveur » ou qu'ils se livrent à des délits et à des trafics illicites ; ils zooment sur les fenêtres pour espionner les immigrés. Tout cela est accompagné de titres accrocheurs, ironiques et insultants vis-à-vis des immigrés.

Voilà comment, notamment sous l'influence de personnalités officielles, d'auto-entrepreneurs arrivistes, ou de milliardaires xénophobes, l'Europe est entrée dans une période nouvelle, difficile pour les travailleurs étrangers et leurs enfants, où l'extrême droite prospère et où une partie au moins de la gauche est désarmée.

Tout ce système répugnant de propagande contre les étrangers et les musulmans, même s'il repose sur des gens parfois très différents, affecte les travailleurs immigrés en France comme ailleurs. Et il faut donc se demander comment résister à tous ces mensonges, ces calomnies, ces faits inventés de toutes pièces contre « les étrangers ».

QUE FAIRE ?

Tout d'abord, ne pas avoir peur. Les gens qui détestent les étrangers ou les musulmans – ou les femmes, ou les homosexuels –, de tels gens nous pouvons les faire taire si nous nous montrons fiers de ce que nous sommes ; fiers du pays dont nous venons, d'où viennent nos parents ; fiers de nos convictions. Cela ne plaît-il pas à certains ? Cela ne plaît-il pas aux médias officiels qui nous attaquent ? Cherchons donc des alliés sincères (il y en a) pour ne pas être isolés. Cherchons-les pour être plus forts, plus déterminés. Et luttons : luttons sur tous les terrains. Sur celui du travail, sur celui de l'école, de la santé, du logement : pour que tous, étrangers ou pas, nous les travailleurs ayons enfin des conditions de vie décentes.

Il n'y a aucune fatalité. L'extrême droite et les racistes ne sont pas tout-puissants, loin s'en faut. Les contre-manifestations massives qui ont eu lieu au Royaume-Uni en solidarité avec les musulmans et les demandeurs d'asile l'ont très bien montré.

Loi Darmanin = sans-papiers sans-droits Prochaine loi = chasse à l'homme ouverte

Les décrets d'application de la nouvelle loi « asile-immigration » du 26 janvier 2024 n'ont pas encore été tous signés. Mais cette loi a déjà fait bien du mal à la partie la plus faible de la population demeurant sur le sol français : réfugiés, sans-papiers et surtout « mineurs non accompagnés ». Et pourtant voici qu'au sein du nouveau gouvernement on rêve déjà à la mise en place, pour ces troupeaux de bétail humain, de tout un système national d'abattoirs.

La discussion sur la nouvelle (et déjà dépassée) loi, a commencé après le « sommet » 2021 Afrique-France à Montpellier, où le président avait invité les « jeunesses africaines et françaises », au lieu des chefs d'État. Au sein des pays alliés, ex-colonies françaises, il avait choisi les associations liges en lien avec le ministère des Affaires étrangères : il n'a pas invité celles qui luttent depuis bien des années, telles la CSP75 ou d'autres.

Dès février 2021, lors d'un débat avec Marine Le Pen, Darmanin a déclaré qu'elle était « molle ». Il était clair qu'il voulait mener une politique encore plus dure que le RN. La discussion a traîné jusqu'en 2024, et le RN a bien sûr voté la loi. Nous avons tout fait pour la dénoncer : tracts, affiches, banderoles, meetings, manifestations...

Aujourd'hui, grâce à cette loi, les services de l'État surveillent l'être humain dans tous les aspects de son comportement et de ses croyances. Pour les immigrés, il ne s'agit plus seulement d'apprendre le français, mais, par exemple, selon un décret du 8 juillet 2024, ils doivent respecter, entre autres, « la dignité de la personne humaine, [...] l'intégrité territoriale, définie par les frontières nationales, et ne pas [se] prévaloir de [leurs] croyances ou [...] convictions pour [s']affranchir des règles communes régissant les relations entre les services publics et les particuliers ».

Très bien! Mais pourquoi donc l'État est le tout premier à violer ces principes qu'il a lui-même si solennellement affirmés dans ses lois? Dans les services publics (préfecture, flics dans la rue, agents de la RATP ou de la SNCF, hôpitaux, postes, etc.), cela veut dire que les immigrés doivent se laisser tutoyer et rudoyer sans réagir – sous peine d'expulsion. Les fonctionnaires de l'État ont carte blanche pour les humilier. Et les immigrés ne peuvent exprimer aucune position politique, par exemple, en faveur de l'indépendance de la Martinique ou de la Nouvelle-Calédonie, ce serait remettre en cause la France. Et quiconque n'apprécie pas l'opinion philosophique, religieuse ou politique d'un « étranger » pourra le dénoncer : cet « étranger » ayant manifestement commis un « acte de prosélytisme exercé sous la contrainte, la menace ou la pression ». Ce qui l'empêchera ensuite d'avoir un premier titre de séjour, ou même le privera de son titre s'il en a déjà un.

Il faut préciser que la préfecture s'inspire déjà des nouveaux décrets non encore signés, et qu'elle a durci les conditions de dépôt des demandes de papiers, avant même que ces décrets soient discutés au parlement. Elle les applique même de façon rétroactive. Depuis janvier, quand des personnes qui ont écopé d'une OQTF en 2021 veulent déposer une demande, on leur rétorque que le refus est toujours en cours. Depuis janvier, les OQTF de trois ans nous tombent ainsi dessus de façon illégale.

Nous avons proposé au collectif de la *Marche des solidarités* d'attaquer devant le Conseil d'État certaines dispositions

de la loi. Car, entre le vote de la loi au parlement et celui des décrets d'application, le ministre de l'Intérieur interprète la loi dans un sens toujours plus répressif et raciste, et on peut de toute façon contester un écart grandissant entre la loi et ses décrets.

Le problème, en France, c'est le racisme systémique, et puis les lois racistes. Quand deux jeunes font une bêtise comme conduire une moto ou une voiture sans permis et qu'ils « refusent d'obtempérer », ils ne sont pas traités de la même manière, selon leur couleur de peau. Dans un cas le gars est arrêté (comme le fils de Nadine Morano, etc.) ; dans l'autre, on lui tire dessus (comme Nahel et tant d'autres)...

Depuis le début des années 1990, les contrôles policiers se multiplient, dans les rues, sur les chantiers, dans les transports, partout. Les sans-papiers sont harcelés en permanence. Les immigrés qui arrivent par la Méditerranée ou qui échouent à traverser la Manche, sont maltraités par la police. L'État ne fait rien pour les aider à surmonter toutes les épreuves, les horreurs qu'ils ont vécues avant d'arriver ici; et le mieux c'est que, après cela, les politiciens se demandent pourquoi « l'image de la France se dégrade »! À cela s'ajoutent les mensonges ignobles que racontent en permanence les réseaux sociaux, les chaînes de télévision, YouTube, etc.

La gauche pense qu'il ne faut pas trop parler du racisme, que les racistes sont « fâchés mais pas fachos ». Elle a peur du RN, elle croit que, si elle défend ouvertement les immigrés, elle va perdre des voix. Alors elle choisit de seulement réclamer la régularisation d'une catégorie à la fois : tantôt les « demandeurs d'asile », tantôt « les travailleurs », tantôt les « couples avec enfants scolarisés », jamais « tous les sans-papiers » quelle que soit leur « situation administrative ».

Les médias et les partis de droite et d'extrême droite racontent constamment des bobards sur les allocations chômage, l'APL, ou le RMI/RSA que toucheraient les sans-papiers. Mais la gauche ne remet pas en question systématiquement les mensonges effrontés des journalistes ou des hommes politiques, notamment durant les campagnes électorales qu'on a presque tous les ans. Du coup, les gens croient ce que les médias leur racontent, et leurs attitudes sont de plus en plus hostiles contre ceux qu'ils appellent les « migrants économiques ». Économiques en effet, si on se borne au pur et simple intérêt matériel de l'économie française et/ou européenne, auxquelles ils apportent tant de bénéfices en échange de tant de mal.

Pour finir, il faut ajouter que non seulement les préfectures participent du racisme général, mais qu'en plus elles fonctionnent sur des critères politiques, par rapport aux pays d'Afrique. Quand la France a de bonnes relations avec un pays et de mauvaises avec un autre, les préfectures choisissent de privilégier les dossiers des Africains qui viennent du « bon » pays, contre ceux qui viennent du « mauvais »...

Hélas! Les « droits de l'homme » restent un mirage de bonheur social à conquérir partout dans le monde. Mais en France, aujourd'hui plus qu'ailleurs. Sous la houlette du président, du premier ministre, et du RN, le nouveau ministre de l'Intérieur brûle d'entrer en campagne, et d'ouvrir la chasse à l'homme. Ce qu'il veut? Se faire, lui et son armée de flics patriotes, les exécuteurs des basses œuvres du régime. Bref, faire du sol sacré de la République le haut lieu mondial de la mise à mort de cet allophone gibier de potence : réfugiés, sans-papiers, et autres « étrangers ».